

va préparer comme d'habitude la présentation à la Chambre de la résolution sur les droits de propriété, pour qu'elle soit étudiée comme il se doit.

\* \* \*

### LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

#### LE SRI LANKA—ON DEMANDE L'ÉTABLISSEMENT D'UNE SOCIÉTÉ UNIFIÉE

**M. Robert Wenman (Fraser Valley-Ouest):** Madame le Président, je suis rentré depuis peu du Sri Lanka, où j'ai été témoin des résultats de la violence raciale et j'ai eu l'occasion d'en discuter avec des habitants de ce pays.

La nature barbare de l'homme a refait surface et révélé le pire de ses éléments dans un État considéré comme éduqué, avancé et civilisé. Des atrocités ont été commises et une démocratie pluraliste est peut-être en danger.

Une économie fragile, en voie de développement, a gravement souffert. Ces événements sont particulièrement tragiques en raison des récents succès de la nouvelle politique économique conservatrice comprenant, notamment, la réduction des subventions gouvernementales, la suppression des contingents d'importation et l'établissement de zones de libre-échange.

Nous espérons que le Sri Lanka trouvera la paix, la justice, la stabilité et le progrès économique à la faveur du processus de négociation, de compromis et de réconciliation qui s'est engagé. Le Canada peut jouer un grand rôle dans ce processus en soutenant les tentatives politiques pour forger une société unifiée et en facilitant la relance et la croissance économique grâce à son aide au développement.

L'aide canadienne, toutefois, devrait contribuer à la stabilisation et à la croissance économique et conduire à l'autosuffisance, et non renforcer la répression et la colonisation. Le gouvernement canadien devrait recevoir des garanties concrètes du président Jaywardene comme quoi les déplacements résultant de la construction du barrage sur le Mahaweli, en partie financé par l'ACDI, se feront selon les proportions existantes des différents groupes ethniques et que l'aide future sera équitablement distribuée dans tout le pays.

J'espère que le premier ministre (M. Trudeau) soulèvera ces questions lorsqu'il assistera à la Conférence du Commonwealth, en Inde, au mois de novembre.

\* \* \*

### LES AFFAIRES PROVINCIALES

#### ON APPUIE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT NÉO-DÉMOCRATE DU MANITOBA

**M. Terry Sargeant (Selkirk-Interlake):** Madame le Président, je ne puis laisser passer sans protester les propos tenus hier par le député de Winnipeg-Assiniboine (M. McKenzie). Ce dernier, qui ne s'embarrasse jamais des faits, a déclaré à la Chambre que le gouvernement du Manitoba est le pire du pays pour les entreprises et qu'il prive les Manitobains de tout espoir de reprise économique. Comment cela se peut-il?

Le gouvernement néo-démocrate du Manitoba est-il pire que le gouvernement conservateur de l'Alberta où le taux de croissance économique est plus faible qu'au Manitoba, en fait l'un des plus faibles au Canada?

### Article 21 du Règlement

Peut-il être pire que le gouvernement conservateur chassé du pouvoir par les électeurs manitobains il y a deux ans—ce même gouvernement qui a chassé plus de Manitobains de la province qu'aucun autre gouvernement, ce même gouvernement conservateur qui n'a tout simplement pu, au cours de sa dernière année au pouvoir, égaliser le nombre de créations d'entreprises que l'on a vues sous l'actuel gouvernement néo-démocrate au cours de l'année dernière?

Je vais me permettre de rétablir les faits. Sous les conservateurs, le Manitoba a connu sa première baisse démographique absolue depuis bon nombre d'années, M. Lyon faisant tout simplement fuir les Manitobains de la province. Ce n'est qu'après que les électeurs l'eurent chassé du pouvoir que les Manitobains se sont mis à rentrer. C'est ainsi que la hausse démographique enregistrée l'année dernière a été la plus forte depuis 1963.

● (1410)

Les conservateurs ont laissé un héritage économique désastreux au gouvernement néo-démocrate du Manitoba, mais les choses sont en train de changer. Rien que pour cette année, en travaillant avec la petite entreprise, le gouvernement a réussi à réduire de 22 p. 100 le nombre des faillites. Le programme de réduction des taux d'intérêt a permis de sauver quelque 500 petites entreprises menacées de...

**Mme le Président:** A l'ordre. Le temps de parole du député est écoulé.

\* \* \*

[Français]

### L'EMPLOI

#### LA NÉCESSITÉ D'AIDER FINANCIÈREMENT LES GENS DE LA CÔTE-NORD

**M. André Maltais (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale):** Madame le Président, la Côte-Nord est encore une fois profondément touchée par des mises à pied d'importance. La semaine dernière, j'étais à Schefferville. Je désire donc demander au ministre responsable, le président du Conseil du Trésor (M. Gray), ainsi qu'à celui de l'Emploi et de l'Immigration (M. Roberts) de consacrer des fonds supplémentaires en vue de venir en aide aux gens de la compagnie Iron Ore qui ont été mis à pied encore la semaine dernière.

J'aimerais signaler, madame le Président, que les travailleurs de la Côte-Nord ont l'impression à plusieurs égards d'être complètement abandonnés. En réalité, nous n'avons plus de président à la compagnie Iron Ore, et la fonction n'a été rétablie de sorte qu'il n'y a plus de contacts actuellement entre les travailleurs et la direction de la compagnie, ce qui entraîne un sentiment d'insécurité énorme. Très bientôt peut-être, d'autres villes de la Côte-Nord seront touchées, et je désire le mentionner à la Chambre, parce que nous aurons besoin de crédits additionnels pour permettre encore une fois, grâce au gouvernement, de prendre la relève des diverses compagnies privées qui, après avoir exploité de façon normale les travailleurs, les abandonnent à ce stade-ci en plein milieu de leur carrière alors que ces gens-là n'ont à peine que de 42 à 45 ans. Nous avons évidemment commencé les travaux de Pointe-Noire, mais cela ne sera pas suffisant. Nous aurons besoin d'une aide importante au cours de l'hiver afin que des crédits